

# Mécontentement agricole et réponses politiques en Europe

31 janvier 2026

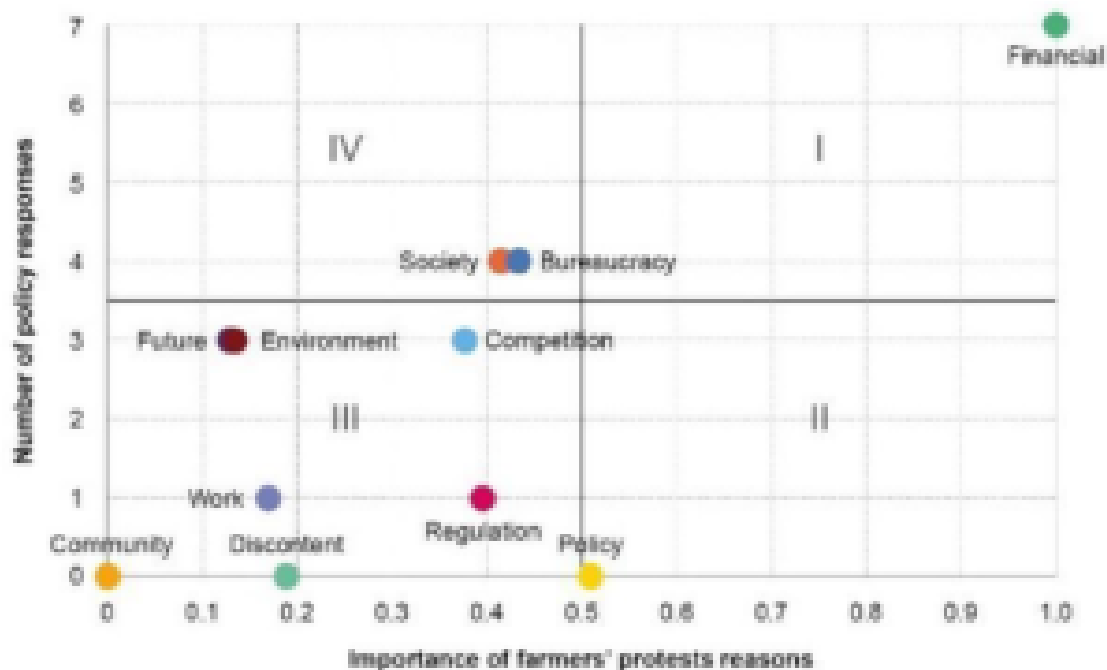
Paru en novembre 2025 dans *Food Policy*, un article s'intéresse au mécontentement des agriculteurs dans quatre pays touchés par des manifestations en 2024 : France, Allemagne, Belgique et Pays-Bas. Après la décrue des mobilisations, les auteurs ont lancé une enquête recueillant au total 2 232 réponses. Bien que de tailles modestes et malgré certains biais (sur-représentation des exploitations de plus grande taille, et de l'élevage laitier et monogastrique en France), les échantillons sont représentatifs de la distribution régionale dans les quatre pays. Une question ouverte a permis de recueillir des préoccupations « spontanées », les agriculteurs déroulant librement leur analyse de la situation. Ils devaient également préciser les caractéristiques de leur exploitation. Ce matériau a ensuite fait l'objet de différents traitements statistiques : codage des griefs en rubriques, analyses de co-occurrences et de régression, qualification de la tonalité émotionnelle, etc.

Douze motifs principaux de mécontentement ont été identifiés. En Allemagne, c'est la charge administrative (temps passé au bureau, procédures) qui est le principal grief (53 %). En France, les préoccupations sont plutôt d'ordre financier (53 %), reflétant selon les auteurs des revenus inférieurs à ceux des pays voisins ; en revanche, les contraintes environnementales ne sont citées que par 7 % des personnes interrogées. La Belgique affiche elle un large spectre de motifs de mécontentement (revenus, réglementation, peur de l'avenir). Enfin aux Pays-Bas, marqués par de fortes mobilisations depuis 2019, autour de la « crise de l'azote » (voir [un précédent billet](#)), c'est l'insatisfaction politique et le sentiment d'être ignorés par les décideurs qui dominant (52 %).

L'article souligne le décalage significatif entre ces raisons de protester et les mesures prises, en réponse, par les pouvoirs publics. Pour l'évaluer, les chercheurs ont répertorié toutes les mesures introduites ou annoncées entre fin 2023 et septembre 2024 : aides financières, simplification des procédures, etc. Chacune a été assignée à une catégorie précise de mécontentement. La figure indique les résultats pour la France. Cette mise en regard montre que, dans les quatre pays, les pouvoirs publics ont bien pris en compte les plaintes principales concernant la charge administrative ou les revenus.

Motivations protestataires et réponses politiques en France

## France



Source : *Food Policy*

Les réponses politiques en matière d'environnement semblent également avoir été surreprésentées par rapport à l'importance des préoccupations écologiques exprimées par les agriculteurs. Selon les auteurs, les choix de mesures de simplification ou de retrait de normes environnementales tiendraient à des facilités d'affichage, à la reprise en main du mouvement par les fractions céréalières des grands syndicats, ainsi qu'à l'action des partis populistes.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [Food Policy](#)